

Pétitions

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M. le Président: Je suppose que toutes les pétitions que les députés présentent ont été approuvées.

[Français]

ON DEMANDE LE RÉTABLISSMENT DU PROGRAMME
KATIMAVIK

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, en provenance de la région de Hull, Gatineau et des environs, une pétition priant humblement le Parlement de reconsidérer sa décision en ce qui concerne le programme Katimavik et de bien vouloir se pencher sur le problème des jeunes en général.

J'ai aussi l'honneur de présenter une autre pétition qui vient de l'école Sir-Wilfrid-Laurier, qui demande la même chose.

J'ai aussi une autre pétition qui demande la même chose, et qui vient d'un groupe de personnes intéressées qui visitent le Parlement aujourd'hui.

J'ai l'honneur aussi, monsieur le Président, de déposer une autre pétition provenant de la circonscription de Nepean-Carleton, une autre pétition provenant de la circonscription de Nepean-Carleton encore, une autre pétition provenant de la circonscription de Gatineau, et deux autres provenant de circonscriptions de la région.

Je voudrais vous dire, en terminant, monsieur le Président, que j'avais 97 autres pétitions et que le Bureau des pétitions ne semble pas en mesure de les certifier aujourd'hui. Je le regrette énormément étant donné l'acuité du problème et j'ai ici 97 pétitions signées par au-delà de 1,000 personnes. Il faudra donc attendre, et je voudrais quand même que ces gens sachent que déjà une action est entreprise . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. C'est précisément pourquoi j'ai demandé si toutes les pétitions avaient été approuvées, et le député le sait.

[Français]

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, humblement, j'ai également une pétition à présenter provenant de signataires à travers le pays qui demandent la restauration de Katimavik et qui regrettent beaucoup la décision du gouvernement d'y mettre fin et qui appuient le geste du collègue de l'autre endroit.

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter la pétition de 2,000 Manitobains de tous les coins de la province, des localités de Brandon, Reston, Sainte-Anne, Richer, Neepawa, Steinbach, Selkirk, Roblin et de la ville de Winnipeg. Les pétitionnaires sont 2,000 jeunes qui prient instamment la Chambre des communes de réclamer le rétablissement du plein financement du programme Katimavik, au nom des jeunes du Canada. Ces 2,000 jeunes Manitobains ne croient pas que Jacques Hébert exploite leur situation.

LE PRIX DE L'ESSENCE

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par plusieurs centaines de citoyens de New Westminster-Coquitlam, Burnaby, Surrey, White Rock, Delta, Port Moody, Richmond et Langley, tous membres de la British Columbia Automobile Association. Ces pétitionnaires demandent au Parlement de songer à retirer les taxes d'accise distinctes perçues sur l'essence et à réduire la taxe fédérale de vente sur l'essence à un taux fixe, comme c'était le cas avant 1981.

• (1520)

Monsieur le Président, j'ai une autre pétition qui a également été approuvée. Elle a été signée par des citoyens des mêmes localités de la Colombie-Britannique qui présentent la même requête au Parlement.

Monsieur le Président, j'ai une troisième pétition émanant de citoyens des mêmes localités de la Colombie-Britannique qui présentent la même requête au Parlement.

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS
FAMILIALES

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai reçu une pétition de citoyens de Kelowna et d'autres régions de la Colombie-Britannique demandant encore une fois que la Chambre des communes rétablisse l'indexation intégrale des allocations familiales.

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Jim Jepson (London-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 141 citoyens de ma circonscription qui protestent contre les taxes excessives perçues sur l'essence.

L'ACTIVITÉ DE LA CLINIQUE MORGENTALER À TORONTO

M. Jim Jepson (London-Est): Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter une autre pétition portant la signature de 215 électeurs de ma circonscription qui protestent contre l'activité illégale qu'exerce la Clinique Morgentaler à Toronto.